



Accord-cadre n°2025DG12

Prestations d'Infogérance des services critiques du Cned

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE	2
1. OBJET DU MARCHE	6
2. FORME DU MARCHE	6
2.1. PROCEDURE	6
2.2. FORME DU MARCHE.....	6
2.3. ALLOTISSEMENT.....	6
3. DUREE DU MARCHE	6
4. ELEMENTS FINANCIERS	7
5. PIECES CONTRACTUELLES.....	7
6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	7
7. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE	7
7.1. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
7.2. ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	8
7.3. MODIFICATION OU ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE.....	8
7.4. DEVIS PREALABLE	8
8. CLAUSE SOCIALE : ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE D'ELEVES A BESOINS SPECIFIQUES.....	9
9. REVERSIBILITE SORTANTE	11
10. CONDUITE DES PRESTATIONS	11
11. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	12
12. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	12
12.1. CO-TRAITANCE.....	12
12.2. SOUS-TRAITANCE	12
13. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
14. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13
15. CONFIDENTIALITE	13
16. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
17. NEUTRALITE	15
18. CONFORMITE AU RGS ET A LA DIRECTIVE NIS 2	15

19.	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	15
20.	ASSURANCE	17
21.	PENALITES.....	17
21.1.	PENALITES POUR RETARD	17
21.2.	PENALITES POUR INDISPONIBILITE	18
21.3.	PENALITES FORFAITAIRES	18
21.4.	PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE.....	18
22.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	19
22.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	19
22.2.	TAUX DE TVA – MONNAIE	19
22.3.	ACTUALISATION DES PRIX	19
22.4.	REVISION DES PRIX.....	19
22.5.	REFACTION DU PRIX	20
22.6.	AVANCE	20
22.7.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	21
22.7.1.	DELAI DE PAIEMENT	21
22.7.2.	INTERETS MORATOIRES	21
22.7.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	21
22.8.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	23
23.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	23
24.	UTILISATION DES RESULTATS	24
25.	RESILIATION.....	24
26.	DIFFERENDS	24
27.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	24
28.	DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	24

135 000

Formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle.

↗ 200
formations
proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

↗ 1 700 607 évaluations corrigées
87 % des copies dématérialisées
2,68 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

↗ 427 000 appels reçus
146 000 courriels reçus
+ de 6 millions
de visiteurs sur le site cned.fr

Image : J. B. 2018

Budget et effectifs

Budget

92,6 m€
de budget

52,9 m€
de recettes
commerciales

34 m€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

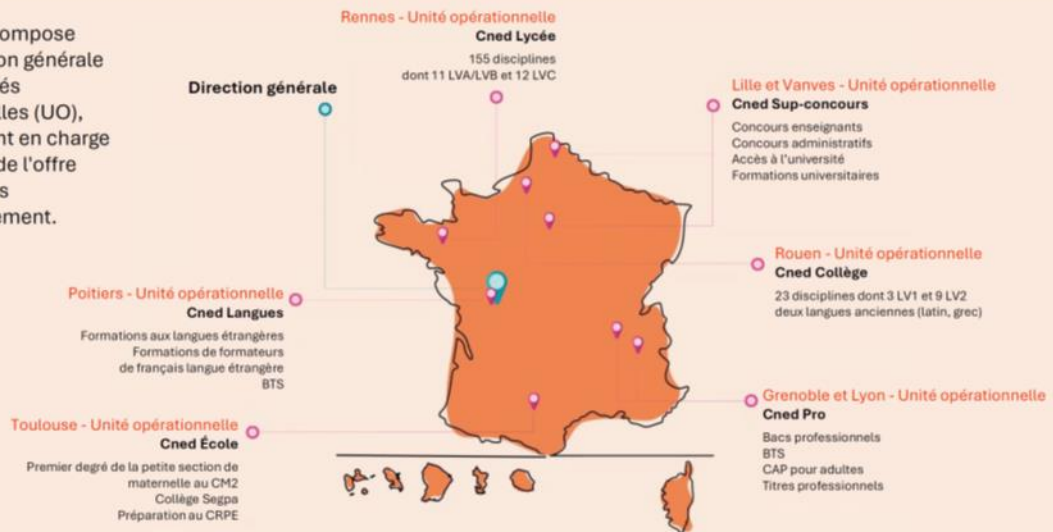
975
agents

1 100
enseignants
de l'éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six Unités Opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations d'infogérance des applications critiques du Cned telles que décrites dans le CCTP.

2. FORME DU MARCHÉ

2.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Cned se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.2. Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire en vertu des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, comportant des bons de commande.

Le Cned se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des prestations exceptionnelles, de par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre, pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre.

2.3. Allotissement

Le marché ne sera pas alloté au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique car une dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile la gestion et l'exécution des prestations et augmenter les coûts d'exécution des prestations en raison de la nature technique indissociable des prestations attendues.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché s'exécute à compter de sa date de notification pour une durée de deux ans reconductible deux fois pour une durée d'un an.

La reconduction est tacite, le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction, la décision du Cned est notifiée au titulaire par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG- TIC au moins 2 mois avant la date anniversaire du marché.

Toutefois, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse du Cned adressée par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG- TIC qui constate l'atteinte du maximum de l'accord-cadre et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre.

Le nombre maximal de reconductions est indiqué ci-dessus ; l'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre de périodes.

La durée totale de l'accord-cadre correspond au cumul de toutes les périodes.

4. ELEMENTS FINANCIERS

Le montant estimé du marché sur sa durée ferme de deux ans est de 840 000 € HT.

Le montant estimé du marché pour la 1^{ère} période de reconduction d'un an est de 360 000 € HT.

Le montant estimé du marché pour la 2^{ème} période de reconduction d'un an est de 370 000 € HT.

Le montant estimé du marché sur sa durée totale de quatre ans est de 1 570 000 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée ferme de deux ans est de 1 255 000 € HT.

Le montant maximum du marché pour la 1^{ère} période de reconduction d'un an est de 545 000 € HT.

Le montant maximum du marché pour la 2^{ème} période de reconduction d'un an est de 570 000 € HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée totale de quatre ans est de 2 370 000 € HT.

5. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C CCAG-TIC, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe financière (comprenant le prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prescriptions techniques sont décrites au CCTP.

7. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE

7.1. Modalités d'exécution des prestations

- ✓ Les prestations forfaitaires, concernant le Projet initial de migration des applications critiques du Cned vers la nouvelle cible d'hébergement (article 5.1 du CCTP) s'exécutent à compter de la notification du présent accord-cadre.
- ✓ Les prestations figurant au BPU font l'objet de bons de commande et donnent lieu à paiement sur la base des quantités réellement exécutées.

A noter : Le Cned envisage de commander le service d'infogérance sur l'Application mobile (voir article 2.2 du CCTP) dès la notification du marché.

7.2. Etablissement des bons de commande

7.2.1. Généralités

Les bons de commande sont établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont transmis par mail ou par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine et indiquent :

- la désignation des prestations,
- la quantité commandée,
- la référence au marché,
- le prix correspondant,
- le délai d'exécution des prestations et la date souhaitée de livraison,
- la date de la commande.

Le prestataire accuse réception du bon de commande.

7.2.2. Délais

Le délai d'exécution d'un bon de commande est le temps compris entre la date de notification du bon de commande et l'admission des prestations commandées. Cette durée d'exécution est fixée par chaque bon de commande.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et leur exécution pourra se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre, pour la durée nécessaire à l'exécution des prestations.

7.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé par le Cned, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant de donner date certaine, dans les conditions suivantes :

Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Si la modification ou l'annulation est à l'initiative du Cned, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge du Cned. Le titulaire remet une demande de paiement à ce dernier précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

La modification ou l'annulation du bon de commande par le Cned prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

7.4. Devis préalable

Les demandes concernant les prestations du BPU pourront faire l'objet d'une réunion de cadrage permettant de partager l'expression de besoins du Cned au titulaire, d'établir un devis basé sur la tarification fixée au bordereau des prix unitaires. Si la proposition est validée, elles font l'objet d'un bon de commande stipulant la date de livraison.

8. CLAUSE SOCIALE : ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE D'ELEVES A BESOINS SPECIFIQUES

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 450 heures, à réaliser pendant la durée totale du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

8.1. Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

8.2. Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Cned par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Cned la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Cned et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Cned et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Cned, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

8.3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Cned ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Cned :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;

- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Cned au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Cned, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

9. REVERSIBILITE SORTANTE

Les prestations liées à la réversibilité sortante ont pour but d'assurer la reprise des prestations par le Cned ou un tiers dès la cessation du présent marché pour quelque cause que ce soit. Elles sont décrites à l'article 5.5 du CCTP.

10. CONDUITE DES PRESTATIONS

10.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-TIC.

L'équipe pressentie est décrite dans l'offre, le titulaire s'engage sur des profils.

Les noms du chef de projet et du Responsable Opérationnel de Compte (interlocuteurs privilégiés) sont confirmés dès la notification.

10.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-TIC, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements par période d'un an pour le chef de projet et le Responsable Opérationnel de Compte.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

10.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

11. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le marché est un contrat avec obligation de résultat. Il appartient aux titulaires de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la bonne exécution des prestations et de veiller à leur parfaite réalisation.

Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

12. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

12.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le cocontractant figurant en 1^{ère} position après le mandataire dans la lettre de candidature devient le nouveau mandataire du groupement.

12.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

13. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La présence du ou des représentants du titulaire peut être requise pour la participation à des réunions, principalement sur le site de la direction générale à Poitiers (86). Dans le cas de la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Afin de limiter au maximum, les impacts néfastes sur l'environnement, ces réunions seront organisées dans la mesure du possible par tout moyen de visio-conférence. A titre d'information le Cned utilise la solution MICROSOFT TEAMS.

Le titulaire privilégie, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il peut aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

14. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

15. CONFIDENTIALITE

Le titulaire et ses préposés ont accès à la connaissance d'une partie du système d'information du Cned et à des informations concernant la sécurité informatique.

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

Le titulaire a accès aux logiciels et bases de données à caractère personnel soumis à la réglementation relative à la protection des données personnelles issues notamment du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 et de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Il se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-TIC.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

16. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

16.1. Accès à des données à caractère personnel du Cned

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible :

- de traiter des données à caractère personnel (ci-après DCP) qui lui sont transmises par le Cned ;
- d'avoir accès à de telles données dans le cadre de la réalisation de ses prestations sur le système d'information du Cned (maintenance notamment).

Une annexe complétant ces dispositions sera intégrée au marché par voie d'avenant une fois les éléments stabilisés et avant la mise en production et traitement de données à caractère personnel.

Dans ce cadre, le titulaire reconnaît que les DCP ont un caractère strictement confidentiel. Notamment, il ne réalise aucune copie, modification ou transfert de données à quelque titre que ce soit.

16.2. Mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel par le titulaire

Les traitements de DCP sont mis en œuvre par le titulaire dans le respect de l'ensemble des dispositions du cadre légal et réglementaire applicable, et notamment :

- du règlement général sur la protection des données du Parlement et de la Commission Européenne 2016/679 ;
- de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- Collecter, le cas échéant, les données de manière loyale et respectueuse des droits des personnes ;
- Adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel afin de prévenir tout accès, lecture, copie, modification ou déplacements non autorisés de données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la protection des DCP ;
- Ne permettre à aucun utilisateur ou tiers non autorisé d'accéder à ces données ;
- Informer les personnes concernées de la mise en œuvre du traitement de DCP et de leurs droits (accès et rectification notamment) ;
- Ne réaliser aucune sollicitation, et notamment prospection commerciale, auprès des personnes dont il dispose de DCP au titre du présent marché ;
- Ne transmettre aucune DCP objet du marché à des tiers sans autorisation du Cned ;
- Ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne dans un pays qui n'offrirait pas un niveau de protection équivalent à celui de l'Union européenne ;
- Signaler sans délai au Cned toute violation de DCP concernant des données objet du présent marché. Est entendu par « violation de DCP » toute fuite, vol, destruction ou atteinte à l'intégrité de données à caractère personnel.

Tout transfert de données à caractère personnel à destination d'un tiers (sous-traitant notamment) doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Cned et doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à soumettre les destinataires de données à des obligations similaires à celles du présent marché. Il se porte fort du respect de ces obligations par ces derniers.

16.3. Conformité de l'outil au Règlement n°2016/679

Le titulaire garantit au Cned que l'outil informatique fourni dans le cadre du marché est conforme au règlement susvisé dès sa conception et que le Cned, en l'utilisant, est en mesure de respecter le Règlement 2016/679 et la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire, à cet égard, a un devoir de conseil auprès du Cned. Notamment, il assiste le Cned au besoin dans la mise en œuvre et le paramétrage de l'outil pour en faire une utilisation conforme.

16.4. Suppression des données

A l'exception des données dont la conservation lui serait imposée par des prescriptions légales ou réglementaires, le titulaire s'engage à supprimer les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du présent marché dans un délai de 30 jours à compter du terme du marché pour quelle que cause que ce soit. Il justifie de l'exécution de cette obligation à première demande de la part du Cned.

16.5. Contrôle

Le Cned se réserve le droit de contrôler à tout moment le respect de ces obligations par un contrôle sur pièces ou sur place.

A cet effet, le Cned désigne un agent qui est soumis à une stricte obligation de confidentialité à l'égard des informations auxquelles il a accès.

Le titulaire lui donne accès à l'ensemble des locaux et systèmes d'informations et lui communique à première demande toute documentation (procédures, documentation sur les applications...) jugées nécessaires par le Cned afin de lui permettre de s'assurer du respect, par le titulaire, des dispositions du présent article.

Le titulaire transmet au Cned les coordonnées de son délégué à la protection des données.

17. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligents pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

18. CONFORMITE AU RGS ET A LA DIRECTIVE NIS 2

18.1. Conformité au RGS

L'ensemble des développements informatiques doivent être conformes au standard du Référentiel Général de Sécurité (RGS).

Le référentiel général de sécurité (RGS) est instauré par l'article 9 de l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives. Ses conditions de mise en œuvre sont fixées par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance précitée. Dans le cadre du développement des téléservices et des échanges électroniques entre l'administration et les usagers, les autorités administratives doivent garantir la sécurité de leurs systèmes d'information en charge de la mise en œuvre de ces services.

Le RGS s'impose spécifiquement aux systèmes d'information mis en œuvre par les autorités administratives dans leurs relations entre elles et dans leurs relations avec les usagers.

Indirectement, le RGS s'adresse à l'ensemble des prestataires de services qui assistent les autorités administratives dans la sécurisation des échanges électroniques qu'elles mettent en œuvre, ainsi qu'aux industriels dont l'activité est de proposer des produits de sécurité.

De façon générale, pour tout autre organisme souhaitant organiser la gestion de la sécurisation de ses systèmes d'information et de ses échanges électroniques, le RGS se présente comme un guide de bonnes pratiques conformes à l'état de l'art.

Il est demandé au titulaire de se conformer aux règles et recommandations tirées du RGS :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

et de tenir compte de la liste des erreurs publiée à l'adresse suivante : <http://cwe.mitre.org/top25/>

18.2. Conformité à la Directive NIS 2

Les prestations devront être conformes à la norme NIS 2 (sécurité des réseaux et des systèmes d'Information) dès son entrée en application sa transposition dans le droit national.

19. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les vérifications des prestations s'exécutent comme suit :

Les délais s'entendent en jours calendaires.

19.1. Projet initial de migration des applications critiques du Cned vers la nouvelle cible d'hébergement (architecture et modèle cible) (Phase de BUILD - DPGF)

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-TIC.

Le délai prévu pour la phase préparatoire / élaboration du plan de migration est de 30 jours à compter de la réunion de lancement.

La mise en ordre de marché (MOM) intervient au maximum 90 jours à compter de la validation du plan de migration.

La vérification d'aptitude (VA) a pour but de constater que la solution mise en place présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions précisées par le marché.

Elle est effectuée par l'équipe technique du Cned, en collaboration avec le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de la mise en ordre de marche.

La vérification d'aptitude est alors prononcée par le Cned et donne lieu à établissement d'un procès-verbal. Si la VA est positive, le Cned procède à la vérification de service régulier. Si la VA est négative, le Cned prend une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire procède aux modifications et réparations nécessaires afin qu'une nouvelle VA soit réalisée dans un délai de 15 jours.

Au terme de la VA réputée positive, débute la phase de VSR. La VSR a pour but de constater que les dispositifs fournis sont aptes à assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La vérification de service régulier (VSR) est prononcée si aucune anomalie n'intervient pendant une période de fonctionnement effective d'une durée de 30 jours calendaires et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal par le CNED.

Durant la période de vérification de service régulier, le titulaire fournit à la personne publique les moyens nécessaires lui permettant de mesurer la conformité de la prestation par rapport à ses engagements.

Le titulaire prend à sa charge toute adjonction technique aux équipements existants, nécessaire pour la mise en œuvre de la prestation.

Après la fin de la période de la VSR, la personne publique dispose d'un délai de sept (7) jours pour notifier au titulaire sa décision : prononciation ou rejet de la VSR. En cas de silence gardé par l'administration à l'issue de ce délai, la VSR est réputée prononcée.

La VSR prononcée sans réserve a valeur d'admission.

19.2. Projet d'intégration, d'externalisation ou de ré-internalisation d'applications

➤ Concernant les projets d'un montant supérieur à 50 k€ HT

Le délai prévu pour l'élaboration du plan d'intégration, d'externalisation, de réinternalisation ou de migration est de 30 jours maximum à compter de la réunion de lancement du projet concerné.

La mise en ordre de marché (MOM) intervient au maximum 30 jours à compter de la validation du plan de migration. La vérification d'aptitude est effectuée dans un délai de quinze jours à compter de la mise en ordre de marche.

Au terme de la VA réputée positive, débute la phase de VSR. La VSR est prononcée si aucune anomalie n'intervient pendant une période de fonctionnement effective d'une durée de 30 jours calendaires et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal par le CNED.

➤ Concernant les projets d'un montant inférieur à 50 k€ HT

Les délais de VA et VSR sont définis au lancement de la mission et deviennent contractuels à la réception du bon de commande ~~/à l'acceptation du devis~~.

Si la prestation exécutée est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement ou de rejet.

Dans le cas d'une décision d'ajournement, notifiée par mail, le titulaire dispose d'un délai de dix jours pour présenter à nouveau les prestations mises au point. Le Cned dispose d'un délai de cinq jours à compter de la livraison pour procéder à leur vérification.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

19.3. Service d'infogérance MCO et MCS en cas d'incidents - Prestations d'infogérance en cas de maintenance planifiée (carnet de tickets) - Forfait comitologies - Prestations complémentaires - Réversibilité

Si la prestation exécutée est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement ou de rejet.

Dans le cas d'une décision d'ajournement, notifiée par mail, le titulaire dispose d'un délai de dix jours pour présenter à nouveau les prestations mises au point. Le Cned dispose d'un délai de cinq jours à compter de la livraison pour procéder à leur vérification.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

20. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

21. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

21.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités pour retard sont calculées et appliquées comme suit.

En cas de retard sur le projet de migration, constaté à la mise en ordre de marche, à la vérification d'aptitude ou à l'admission, les pénalités sont fixées forfaitairement à 200 € par jour ouvré de retard.

En cas de retard sur le projet d'intégration, d'externalisation ou de ré-internalisation d'application en phase de RUN, constaté à la mise en ordre de marche ou à l'admission, les pénalités sont fixées forfaitairement à 50 € par jour ouvré de retard.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

L'application des pénalités pour retard est plafonnée à 10 % du montant HT total du projet concerné. Si le montant estimé est dépassé lors de l'exécution du marché, le montant pris en référence est le montant réellement exécuté. Au-delà, les pénalités pour retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

21.2. Pénalités pour indisponibilité

Le titulaire s'engage à garantir des taux de disponibilité par niveaux de services d'infogérance (paragraphe "4.1.1" du CCTP) précisés dans son offre technique :

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-TIC, en cas de non-respect de ces taux, appréciés trimestriellement, le titulaire encourt une pénalité calculée comme suit :

Niveau 1 et 2 :

Pénalités = Nbre d'heures d'indisponibilité sur le trimestre x 50 € (heures ouvrées)

Niveau 3 :

Pénalités = Nbre d'heures d'indisponibilité sur le trimestre x 100 € (heures calendaires 24/7)

Niveau 4 :

Pénalités = Nbre d'heures d'indisponibilité sur le trimestre x 300 € (heures calendaires 24/7)

Niveau 5 :

Pénalités = Nbre d'heures d'indisponibilité sur le trimestre x 500 € (heures calendaires 24/7)

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour indisponibilité, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que les causes de l'indisponibilité ne sont pas imputables à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai de réponse accordé au titulaire est expiré.

L'application des pénalités pour indisponibilité est plafonnée à 25 % du montant HT annuel de la prestation d'infogérance de l'application concernée. Si le montant estimé est dépassé lors de l'exécution du marché, le montant pris en référence est le montant réellement exécuté. Au-delà, les pénalités techniques ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi.

21.3. Pénalités forfaitaires

Pénalité forfaitaire pour absence à réunion sans prévenance au moins 72 heures à l'avance : 100 € ;

Pénalité forfaitaire pour non-respect des modalités de désignation d'un nouveau chef de projet : 100 €,

Pénalité forfaitaire pour non-respect des clauses environnementales : 100€

Les pénalités forfaitaires ne sont pas plafonnées.

21.4. Pénalités pour non-respect de la clause sociale

- En cas de non-respect des obligations relatives à la clause sociale imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à **200 euros par action de formation non réalisée**.
- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par le Cned.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour non-respect de la clause sociale, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) manquement(s) concerné(s) ; le

titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour non-respect des obligations environnementales s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

22. DISPOSITIONS FINANCIERES

22.1. Forme des prix et contenu des prix

Le marché est traité à prix mixte.

Les prestations de projet initial de migration des applications critiques du Cned vers la nouvelle cible d'hébergement sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations visées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) sont traitées à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

22.2. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

22.3. Actualisation des prix

Les prix du marché ne sont pas actualisables.

22.4. Révision des prix

22.4.1. Calcul de la révision

Les prix sont révisibles annuellement.

Le calcul de la révision est mis à la charge du titulaire. Celui-ci adresse au Cned sa proposition de révision de prix en précisant les valeurs d'indices retenus, au plus tard vingt (20) jours ouvrés avant la date anniversaire du marché.

Le Cned dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou observation sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés. Les nouveaux tarifs s'appliquent à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date anniversaire du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché ne transmettrait pas les nouveaux prix, les anciens prix resteront applicables jusqu'à communication par le titulaire de sa proposition de révision ou jusqu'à l'application de la révision par le Cned.

La formule suivante est appliquée :

$$P_1 = P_0 \frac{S_1}{S_0}$$

Où :

- P_1 = prix révisé
- P_0 = prix d'origine
- S_0 = dernier indice SYNTEC définitif publié à la date de remise des offres.
- S_1 = dernier indice définitif SYNTEC publié à la date de révision

22.4.2. Règles d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum trois décimales selon la règle de l'arrondi le plus proche :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

22.4.3. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par la Fédération Syntec afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le Cned et le titulaire.

Le Cned notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus à l'article 22.4.1.

22.5. Réfaction du prix

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

22.6. Avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-TIC.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

22.7. Modalités de facturation et de paiement

22.7.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

22.7.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 22.7.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

22.7.3. Présentation des demandes de paiement

Les prestations forfaitaires, projet initial de migration des applications critiques du Cned vers la nouvelle cible d'hébergement, font l'objet d'un paiement :

- 60% à la validation du PV de mise en ordre de marche,
- 40% à la validation de la VSR.

NB : Seul le PV global d'admission pour TOUTES les applis entraînera une facturation.

Le service d'infogérance MCO et MCS en cas d'incidents fait l'objet d'un paiement mensuel à terme échu. Dans le cas où le premier bon de commande est passé en cours de mois, le paiement se fera au prorata temporis pour les premier et dernier mois d'exécution.

Les prestations d'infogérance en cas de maintenance planifiée - hors niveaux de service d'infogérance font l'objet d'un paiement à l'ouverture du carnet de tickets électronique (confirmée par PV de livraison du titulaire).

Les prestations de comitologie de la phase d'exploitation font l'objet d'une commande trimestrielle, avec paiement à trimestre échu sur la base des comités réalisés.

Les prestations de comitologies annexes supplémentaires de la phase Projets d'intégration, d'externalisation, de ré-internalisation ou de migration d'application en phase de RUN, les prestations complémentaires d'expertise font l'objet de paiements comme suit :

- Pour les projets d'un montant supérieur à 50 k€ HT :
 - o 60% à la validation du PV de mise en ordre de marche,
 - o 40% à la validation de la VSR.
- Pour les projets d'un montant inférieur à 50 k€ HT : à l'issue de leur admission sur la base des quantités réellement exécutées.

Les abonnements aux plateformes DevOps CI/CD (facultatif) font l'objet de paiements mensuels sur la base des quantités réellement exécutées.

La réversibilité sortante fait l'objet d'un paiement sur présentation du PV d'admission des prestations.

Une facture distincte doit être établie pour les prestations forfaitaires d'une part et pour les bons de commande d'autre part.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché ;
- Référence du bon de commande ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

Spécifiquement concernant les niveaux de services d'infogérance, le titulaire devra obligatoirement joindre en annexe à chaque facture mensuelle un fichier au format Excel ou CSV comprenant le détail des quantités par applications et environnement (application concernée – environnement – niveau de service – quantité).

La facturation devra être conforme aux montants des DPGF et BPU qui exigent un maximum de 2 chiffres après la virgule.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R2191-55 du code de la commande publique, est la Directrice générale du Cned, ou son représentant.

22.7.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

22.7.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

- **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

- **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

22.7.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du Cned
2 boulevard Nicéphore Niepce
Téléport 2 – CS 80300
86963 FUTUROSOCPE CEDEX

22.8. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

23. CLAUSE DE REEXAMEN

23.1. Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de difficultés rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le Cned pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

23.2. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

24. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG TIC.

25. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC

26. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

27. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

28. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

Les articles 10.1 et 10.2 du CCAP dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC.

L'article 19 du CCAP déroge au chapitre 5 du CCAG-TIC.

L'article 21 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

L'article 22.4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC.